

Mettons fin au gel du point d'indice

Depuis juillet 2010, la valeur du point d'indice, socle de tous les traitements, est purement et simplement gelé. Il est urgent de rompre avec cette poli-tique inacceptable et scandaleuse.

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE :

Alors que des pertes s'étaient déjà accumulées les années antérieures, la situation s'est encore largement aggravée depuis 2010, puisque, uniquement sur ces 5 dernières années, le décrochage brutal avec l'inflation a atteint plus de 5% ! Chaque mois, c'est de 90 à 110 euros de perte mensuelle pour un agent de catégorie C ; de 125 à 145 euros pour un agent de catégorie B ; de 170 à 245 euros pour un agent de catégorie A. Si on prend en compte le décrochage du point d'indice par rapport à l'inflation depuis le 1er janvier 2000, les pertes sont trois fois plus importantes (15% de perte de pouvoir d'achat). L'augmentation des cotisations pour les pensions vient, depuis 2011, diminuer encore le salaire net à percevoir : 20 à 25 euros de perte mensuelle pour la catégorie C, 30 à 35 pour la catégorie B, 40 à 60 pour la catégorie A. Il faut impérativement mettre un terme à cette spirale de paupérisation, de non-reconnaissance des qualifications et d'écrasement des carrières. Rappelons aussi que de meilleurs salaires, c'est de meilleures retraites.

DE MEILLEURS SALAIRES, C'EST MIEUX POUR L'ÉCONOMIE :

Augmenter les salaires, c'est juste et nécessaire socialement. C'est aussi du mieux pour l'économie. À rebours des cadeaux financiers aux entreprises, qui ne servent qu'à alimenter les dividendes et l'industrie financière, donner du pouvoir d'achat supplémentaire, c'est un véritable plus pour l'économie et l'industrie réelle.

Le véritable moteur pour une croissance saine et pérenne, c'est bel et bien la consommation des ménages.

En faisant régresser le pouvoir d'achat des salariés - et, singulièrement, des 5 millions d'agents de la Fonction publique - le gouvernement suit exactement le chemin inverse de celui qu'il faudrait prendre.

AUGMENTER LES SALAIRES, C'EST POSSIBLE :

Depuis des années, on nous rebat les oreilles de la même ritournelle : revaloriser le point d'indice coûterait trop cher. Il ne faudrait même pas y songer puisque, nous dit-on, 1 % d'augmentation, c'est environ 1,5 milliard de dépenses supplémentaires.

► Première objection : augmenter le point d'indice ne constitue pas qu'une dépense. 1 % de plus pour la valeur du point, c'est environ 300 millions d'euros supplémentaires de cotisations salariales pour la protection sociale.

► Deuxième objection : avec un rythme d'inflation extrêmement ralenti, nettement moins de 1 % annuel, maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point sur l'année 2015 n'excéderait pas 500 à 700 millions d'euros. À rapporter, encore une fois, aux milliards donnés aux chefs d'entreprise qui ne servent qu'à les enrichir et, avec eux, les actionnaires.

► Troisième objection : toujours sur les 20 dernières années - et en dépit de la contraction des richesses produites due à la crise, l'ensemble constitué par les traitements bruts, primes et pensions versées à tous les ayants-droit a reculé de 0,5 point des PIB. En espèces sonnantes et trébuchantes, ça fait quand même à peu près 10 milliards d'euros ! Avec une telle somme, que de revendications pourraient être satisfaites...

PLUS QUE JAMAIS, LA CGT REVENDIQUE :

- **Le dégel immédiat du point d'indice ;**
- **Le rattrapage des pertes des années antérieures ;**
- **La revalorisation des pensions.**

Le 25 juin public privé tous ensemble

Dans les manifestations et les rassemblements

Mobilisons-nous pour le pouvoir d'achat

fichiers:



[Télécharger tract_pouvoir_achat_25_juin.pdf](#) (290.47 Ko)

Public: [Fonction publique](#)
[statut catégorie négociations](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
